

Extrait du Projet 22

<http://www.projet22.com/questions-de-societe/questions-en-debat/nouveau-krash-boursier.html>

Vers un nouveau krash boursier ?

- Questions de société - Questions en débat -

Date de mise en ligne : mardi 9 août 2011

Description :

L'affolement des marchés financiers et la panique qui secouent les places boursières du monde entier peuvent-elles être comparées à un krash boursier ?
Quels sont les risques pour demain ? La crise de la dette américaine et la crise de la dette grecque sont-elles liées ? Que signifient ces événements ?

Projet 22

Les marchés finan-ciers s'affolent depuis plu-sieurs jours, avec une chute des places finan-cières aux Etats- Unis, en Europe et en Asie : le Nasdaq et le S&P 500 sont des-cendus de plus de 6% lundi 8 août 2011 et la panique continue ce mardi ; la Bourse de Paris est encore encore des-cendue mardi 9 août 2011 de 4,68%, celle de Londres de 2,26% et celle de Francfort de 1,84%, ce qui amène les indices paneu-ro-péens à diminuer de 1,2% pour l'EuroStoxx 50 et de 1,9% pour l'EuroFirst 300 [1] ; la Bourse de Tokyo a clôturé mardi 9 août à -1,68%, celle Séoul à -3,64%, celle de Hong Kong à -5,66%, Sydney à près de -5%, et Shanghai a ouvert à -2,33% [2].

La crois-sance et la consom-mation étant revus à la baisse, les marchés ont estimé que les besoins en pétrole seront plus faibles que prévu, entraînant une baisse du cours de pétrole. **Il faut remonter à la crise des sub-primes en 2007/ 2008 pour voir de pareilles dimi-nu-tions** [3]. Autre indice de la perte de confiance des marchés finan-ciers : l'augmentation du cours de l'or [4]. Au total, les marchés finan-ciers auront perdu près de 2.500 mil-liards de dollars en une semaine [5]. Dès lors, doit- on s'attendre à un nouveau krash boursier ?

Mais revenons un peu en arrière :

Octobre 2009 : le gou-ver-nement socia-liste grec nou-vel-lement élu découvre la réalité des finances publiques : alors que la droite affi-chait un déficit de 6 % du PIB, le premier ministre Georges Papan-dréou révèle qu'il est en fait de 12,7 % [6].

Décembre 2009 : les agences de notation baissent la note de la dette grecque.

Février 2010 : les marchés finan-ciers spé-culent sur la dette grecque [7]

28 avril 2010 : l'agence de notation Standard & Poor's décline la note grecque au rang des "obli-ga-tions pourries" (*junk bonds*). Athènes ne peut plus emprunter sur les marchés.

27 mai 2010 : pour ras-surer les marchés, le gou-ver-nement espagnol adopte un plan de rigueur [8]. Ce plan amène les Espa-gnols indignés (*Indi-gnatos*) à mani-fester et à camper sur la place Puerta del Sol à Madrid [9].

29 juillet 2010 : pour ras-surer les marchés, le gou-ver-nement italien annonce un plan de rigueur [10], entraînant des grèves et des mani-fes-ta-tions [11].

20 octobre 2010 : la gou-ver-nement bri-tan-nique annonce un plan de rigueur [12] qui sera suivi d'importantes mani-fes-ta-tions [13]

27 octobre 2010 : en France, après d'autres réformes tou-chant les dépenses publiques (non- remplacement d'un fonc-tion-naire sur deux partant à la retraite, dimi-nution des rem-bour-se-ments de médi-ca-ments, etc.), l'Assemblée nationale adopte la réforme des retraites pro-posée par le gou-ver-nement, après de nom-breuses mani-fes-ta-tions [14].

22 novembre 2010 : pour ras-surer les marchés, le gou-ver-nement por-tugais annonce un plan de rigueur, malgré 3 mil-lions de manifestants.

15 avril 2011 : nouveau plan de rigueur en Grèce suivi de mani-fes-ta-tions et d'une grave générale le 11 mai. La dette grecque dépasse désormais 150 % du PIB [15].

Mai 2011 : après un plan de sauvagement de 110 milliards d'euro pour la Grèce, l'UE négocie un fonds de sauvetage pour les pays menacés par l'expansion de la crise financière grecque (Italie, Espagne, Portugal) d'un montant de 750 milliards d'euros. Le mouvement des Indignés se répand en Grèce.

11 Juin 2010 : le premier ministre japonais, Naoto Kan, annonce un plan d'austérité [16]

13 juillet 2011 : l'agence de notation Fitch dégrade la note de la Grèce de trois crans, qui passe ainsi à CCC. Elle sanctionne la cacophonie des Etats européens à propos de crise grecque [17]. L'Italie annonce un nouveau plan de rigueur.

18 juillet 2011 : les bourses européennes reculent. La Banque Centrale Européenne (BCE) et les 17 banques centrales de la zone euro (l'Eurosystème) sont en effet impliqués à hauteur de 162 milliards d'euros dans la dette grecque, dont 52 milliards pour la dette souveraine (avec 15 milliards pour la France et 22 milliards pour l'Allemagne). La BCE serait également impliquée à hauteur de 130 milliards d'euros [18].

21 juillet 2011 : aidée du FMI, la BCE décide d'un nouveau plan d'aide à la Grèce de 159 milliards d'euros. Malgré cela l'agence de notation Moody's dégrade quatre jours plus tard la note de la dette à long terme de la Grèce, la plaçant à un cran du défaut de paiement [19].

Mardi 2 août 2011 : le Sénat américain adopte le plan du président Obama visant à réduire les dépenses budgétaires de 250 milliards ces prochaines années... et de relever le plafond de la dette publique de 2.100 milliards de dollars. Les Etats-Unis étaient déjà le pays le plus endetté du monde avec 14.300 milliards de dollars de dettes [20], mais c'était aussi le plus pays l'économie la plus solide de la planète à cause de l'importance du dollar dans les transactions financières mondiales.

Mercredi 3 août 2011 : l'agence de notation chinoise Dagong baisse la note des Etats-Unis, par rapport à leur capacité à rembourser leur dette.

Vendredi 05 août 2011 : l'agence de notation new-yorkaise Standard & Poor's décline les Etats-Unis [21], en passant de la note AAA à AA+. Dans le même temps, elle décline également des spécialistes du refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac et cinq compagnies d'assurance. Toutes les agences de notation maintiennent cependant le triple A des Etats-Unis, telles que les agences Moody's et Fitch.

Samedi 6 août 2011 : Pékin rappelle à l'ordre Washington : "Les Etats-Unis doivent cesser de vivre au-dessus de leurs moyens". La Chine est en effet le premier créancier de la dette américaine : elle possède 1.160 milliards de dollars de bons du Trésor américains [22]. Le Japon, deuxième créancier après la Chine, reste silencieux. Des émeutes éclatent dans la banlieue de Londres.

Lundi 8 août 2011 : l'agence de notation Standard & Poor's abaisse la note de la Grèce de deux crans, qui passe de BB- à seulement B, suite aux rumeurs d'une sortie de la zone euro qui mettrait la Grèce dans l'incapacité de rembourser sa dette. D'autres agences de notation suivent le même chemin [23].

Mardi 9 août 2011 : les émeutes qui secouent les banlieues de Londres s'étendent à d'autres villes d'Angleterre.

Les marchés financiers paniquent mais les Etats résistent. Le président Obama a déclaré : « Les États-Unis mériteront toujours le AAA ». Un plan de rigueur est annoncé [24]. En Europe, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont déclaré que le Fonds européen de stabilité financière (FESF) pourrait intervenir sur le marché secondaire

(pour rassurer les marchés par l'achat d'actifs financiers) [25]. La note française reste inchangée (AAA), le gouvernement a réaffirmé sa volonté de ne pas augmenter les impôts et de maintenir sa politique budgétaire.

Au total, les Etats-Unis, le Japon et 9 pays européens auront adopté un plan de rigueur [26]. Ces plans suffisent-ils à rassurer les marchés financiers. Au contraire, la diminution des investissements et du pouvoir d'achat ne prédisent-ils pas des lendemains difficiles pour l'économie ? De manière plus générale, ne manque-t-il pas une politique ambitieuse, des projets à long terme et une certaine "utopie" concernant l'avenir pour redonner confiance aux investisseurs ?

Mais les marchés financiers ont-ils besoin d'être "rassurés" ? Le mécanisme à l'œuvre dans cette crise amène à penser autrement :

1/ Les pays riches génèrent une croissance faible. La dette augmente plus vite que le PIB. La création de l'euro a permis de stabiliser la monnaie et d'empêcher l'inflation de la dette [27].

2/ L'importance du dollar dans les échanges mondiaux garantit également une certaine stabilité à l'économie américaine. Cette stabilité a incité la Chine à placer ses excédents dans les bons du Trésor américains. Nous aboutissons ainsi à un cercle vertueux : les Etats-Unis consomment des produits chinois, la Chine investit ses bénéfices dans la dette américaine, les américains peuvent continuer d'emprunter à taux faible pour acheter des produits chinois, etc.

3/ L'importance de l'Europe et de l'Asie sur les marchés financiers relativise l'importance de l'économie américaine et du dollar. La crise des sub-primes et les dépenses militaires ayant gonflé la dette américaine, les agences de notation sanctionnent les Etats-Unis.

4/ La crise des sub-primes a également amené l'Europe à s'endetter. Elle a également obligé l'Europe et le FMI à s'engager sur des milliards d'euro pour sauver les banques et les fonds d'investissement qui avaient spéculé. Les investisseurs peuvent donc recommencer à spéculer, le risque de faillite étant assumé par les Etats - et donc par les contribuables.

5/ La crise grecque agit comme la crise des sub-primes : **l'Europe essaie de sauver la Grèce comme elle a sauvé les banques** de la faillite pour éviter un effondrement du système. Mais en empêchant un effondrement du système, on l'empêche aussi de s'assainir.

6/ La dégradation de la note de la dette américaine montre la soumission des Etats aux marchés financiers. Un nouvel ordre mondial est né. Les sommes de plus en plus importantes allouées par l'Europe pour renflouer la dette grecque - et donc pour rembourser les Etats, les banques et les fonds d'investissement - montre comment l'avidité des marchés financiers. Ce sont eux à présent qui donnent leurs ordres aux chefs d'Etat. Non pas directement, car le marché n'est pas un dictateur mais une idéologie. Si les plans de rigueur adoptés par les pays développés sont tous similaires, c'est qu'il existe une pensée unique en matière d'économie qui est celle du néolibéralisme : un Etat réduit à ses formes minimales (l'Etat régalien), le reste étant privatisé, la seule régulation étant celle de l'offre et de la demande.

7/ Les économistes néolibéraux prenaient autrefois les Etats-Unis pour modèle. **Main-tenant que les Etats-Unis ont perdu leur triple A, où la pensée néolibérale trouve-t-elle un appui pour dire "Suivez nos conseils pour développer votre économie, vous voyez bien que ça marche" ?** C'est pour cela que je dis que c'est devenue une idéologie. Les marchés financiers ne s'appuient sur rien d'autre.

Vers un nouveau krash boursier ?

En somme, les marchés financiers ne sont ni rationnels ni irrationnels, ils obéissent à une pensée de "ce à quoi doit ressembler une économie saine", la pensée néolibérale. **L'argent et les promesses des Etats ne suffisent pas à "ras-surer" les marchés parce que la réponse attendue par les marchés, même si ce n'est pas formulé ainsi, n'est pas de nature économique mais politique.**

La question que nous devrions nous poser est : l'idéologie néolibérale ne risque-t-elle pas d'être utilisée par certaines personnes pour accélérer les réformes et modifier en profondeur la politique d'un pays ? Il existe en effet des multinationales, des banques et des fonds d'investissement aussi puissants que certains Etats. **N'assistons-nous pas aujourd'hui même à une mise à l'épreuve de cette idéologie, à un rapport de force entre les Etats, les marchés et les peuples ?** Quel en sera l'issue ?

Un nouveau krash boursier qui transformera en profondeur nos sociétés ? Les émeutes comme en Angleterre ? Une révolution comme dans les pays arabes ? L'arrivée d'un nouvel Hitler au pouvoir ? La création de communautés alternatives en marge de la société ? Une augmentation du nombre de suicides, des dépressions et de la consommation de médicaments ? La montée des fanatismes religieux ? Une troisième guerre mondiale ? La déchéance de l'Occident au profit de l'Asie ? La mise en place d'une économie de la décroissance ? La création de gardes-fous des Etats contre les dérives du capitalisme ? La fusion de l'euro et du dollar dans l'eurodollar pour stabiliser nos économies ? La création d'un gouvernement mondial pour donner plus de poids à la politique ? Rien car l'économie repartira comme avant ?

Ce monde est à nous, changeons-le !

[1] Voir <http://www.latribune.fr/b​o​u​r​s​e​/2011...> pour la France

[2] Voir <http://www.latribune.fr/b​o​u​r​s​e​/2011...>

[3] Voir <http://fr.wiki.pedia.org/w​i​k​i​/​Krach#...>

[4] <http://www.capital.fr/b​o​u​r​s​e​/​a​ctual...>

[5] <http://www.jeanmarc-syl​vestre​.com/2...>

[6] Voir <http://www.lemonde.fr/e​u​r​o​p​e​/​a​rticl...>

[7] Voir notre article : [Un plan B pour la Grèce](#)

[8] Voir <http://www.lemonde.fr/e​u​r​o​p​e​/​a​rticl...>

[9] Voir <http://www.ouest-france.fr/d​o​s​siers...>

[10] Voir <http://info.france2>

​e​u​r​o​p​e​/​​actu-​​...

[11] Voir

<http://www.lemonde.fr/e​u​r​o​p​e​/​a​rticl...>

[12] Le plan prévoit d'économiser 95 milliards d'euros d'ici 2015 par une série de mesures d'austérité : 500 000 emplois supprimés dans la fonction publique, coupes dans les dépenses sociales, triplement des frais de scolarité pour les étudiants, etc. Voir

<http://www.rfi.fr/e​u​r​o​p​e​/​2​0​1​0​1​020-l...>

[13] <http://fortune.fde​souche​.com/​2​6050-...>

Vers un nouveau krash boursier ?

[14] Voir <http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A...>

[15] Voir

http://www.lemonde.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[16] Voir <http://lemonde.de/lemonde/lemonde-demain/wordpress.co...>

[17] Voir

http://www.lemonde.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[18] Voir http://www.lesechos.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[19] Voir

http://www.lemonde.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[20]

http://fr.rian.ru/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[21] Voir http://www.lefigaro.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[22] Voir http://www.liberation.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[23] Voir http://www.lefigaro.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[24] Voir http://www.lefigaro.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[25] Voir http://www.capital.fr/economie/actualites/2011/09/20/lemonde-2011-09-20_1271111_1825238.html

[26] La Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la France, mais aussi la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, l'Allemagne et la Roumanie

[27] La Commission européenne surveille depuis longtemps la crédibilité de l'Union européenne sur les marchés financiers, en conditionnant l'entrée dans l'UE à un déficit maximum de 3%.